

127<sup>th</sup> Assembly of the Inter-Parliamentary Union and Related Meetings Québec City, Canada 21-26 October 2012

127<sup>ème</sup> Assemblée de l'Union interparlementaire et réunions connexes Québec, Canada 21-26 octobre 2012



## www.ipu2012uip.ca

Conseil directeur
Point 10

CL/191/10e)-R.1 1<sup>er</sup> octobre 2012

## RAPPORTS SUR DE RECENTES REUNIONS SPECIALISEES DE L'UIP

## e) CONFERENCE MONDIALE 2012 SUR L'e-PARLEMENT

La Conférence mondiale 2012 sur l'e-Parlement s'est tenue du 13 au 15 septembre 2012, à la Chambre des députés italienne, à Rome. Elle était organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies, l'Union interparlementaire et la Chambre des députés italienne, par l'entremise du Centre mondial pour les TIC au Parlement. Près de 500 parlementaires, Secrétaires généraux de parlement, administrateurs parlementaires et experts y ont participé, soit une progression nette par rapport à la Conférence de 2010, à laquelle 300 personnes avaient assisté.

Elle s'est articulée autour de séances plénières consacrées à des débats de haut niveau, et de séances parallèles, plus techniques, sur l'utilisation des TIC au Parlement, cadre qui a permis aux participants de mettre en commun des bonnes pratiques, d'échanger des points de vue sur les évolutions récentes, d'établir des liens avec leurs pairs et de créer de partenariats dans un cadre international.

Les participants ont entendu des présentations de qualité sur un large éventail de thèmes, dont ressortent plusieurs constats. Les parlements à la pointe de la technologie ont rapidement adopté les outils les plus récents. Nombre de parlements remplacent progressivement les documents-papier par des documents électroniques, affichables en particulier sur des tablettes, et font ainsi de sérieuses économies. Près d'un tiers des parlements utilisent désormais les médias sociaux pour communiquer avec les citoyens et encore un tiers souhaitent s'y mettre eux aussi. Les éléments sont encore insuffisants pour apprécier l'effet des médias sociaux sur les processus parlementaires, mais la question sera certainement abordée lors des prochaines conférences. Toutes les séances ont été diffusées en direct sur le web et les enregistrements archivés à l'adresse suivante : <a href="http://webtv.camera.it/portal/portal/default/Eventi/worldtabella">http://webtv.camera.it/portal/portal/default/Eventi/worldtabella</a>. De même les présentations PowerPoint peuvent être consultées à : <a href="http://www.ictparliament.org/node/5015">http://www.ictparliament.org/node/5015</a>.

Le Centre mondial pour les TIC au Parlement a présenté le *Rapport mondial 2012 sur l'e-Parlement*. Celui-ci a été établi à partir d'une enquête menée auprès de 156 parlements, ce qui constitue une base non négligeable. Il en ressort, entre autres, que 46 pour cent des parlements sondés ont fait usage des *Principes directeurs relatifs aux sites web parlementaires* de l'UIP. Le Rapport peut être téléchargé à l'adresse suivante : <a href="http://www.ictparliament.org/WePReport2012">http://www.ictparliament.org/WePReport2012</a>.

Des représentants d'instances d'observation du travail parlementaire, qui émanent de la société civile, ont prononcé une déclaration sur la transparence des parlements. Ce texte auquel ont souscrit 87 organisations réparties dans 60 pays, s'appuie sur des documents préexistants, parmi lesquels des travaux de l'UIP. Il peut être consulté à l'adresse suivante : http://www.openingparliament.org/.

La Conférence s'est achevée le 15 septembre, date de la Journée internationale de la démocratie. A cette occasion, le Ministre italien des Affaires étrangères, le Président de l'UIP et d'autres personnalités politiques se sont exprimés lors d'une séance spéciale intitulée *Promouvoir la paix et la tolérance*.

Le Conseil du Centre mondial pour les TIC au Parlement s'est réuni pendant la Conférence. Ses représentants se sont dits satisfaits du travail accompli par le Centre depuis sa création en 2006. Toutefois, ils étaient vivement préoccupés par sa situation financière et ont indiqué que, faute de nouvelles sources de financement, le Centre risquait de devoir cesser ses activités en 2013.